

ÉTATS-UNIS

États-Unis d'Amérique

CAPITALE : Washington

SUPERFICIE : 9 529 063 km²

POPULATION : 267 839 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Bill Clinton

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : maintenue dans 38 États, abolie dans 12

ÉTATS-UNIS

C'est en 1999 qu'a été recensé le nombre d'exécutions le plus élevé depuis 1951. Des informations ont fait état de brutalités policières, de morts en garde à vue et de mauvais traitements dans des établissements pénitentiaires. En octobre, les États-Unis ont présenté leur rapport initial au Comité des Nations unies contre la torture, cinq ans après avoir ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le rapport reconnaissait la légitimité de certaines préoccupations, mais démentait le recours à la torture sauf « *dans des circonstances exceptionnelles et jamais de manière systématique* ». Les autorités américaines ont continué de manquer aux obligations qui leur incombent aux termes des normes internationales relatives à la protection de l'enfant. La campagne mondiale d'Amnesty International sur les violations des droits humains commises aux États-Unis, qui devait durer un an, s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année. L'Organisation a appelé les autorités à l'échelle locale, étatique et fédérale à prendre des mesures concernant toute une série de préoccupations dans le domaine des droits humains, notamment la peine de mort, les brutalités policières, les conditions carcérales et le traitement réservé aux réfugiés. Elle a en outre exhorté le gouvernement à ratifier les traités internationaux relatifs aux droits humains.

Peine de mort

En 1999, 98 prisonniers ont été exécutés dans 20 États, ce qui porte à 598 le nombre d'exécutions ayant eu lieu depuis la fin du moratoire sur la peine de mort, en 1977. Les États-Unis ne respectaient toujours pas certaines normes internationales, notamment l'interdiction de l'imposition de la peine capitale pour des crimes commis par des enfants âgés de moins de dix-huit ans. En octobre, le gouvernement a instamment prié la Cour suprême de ne pas prendre en considération les obligations des États-Unis en la matière, dans le cadre d'un appel interjeté par Michael Domingues, condamné à mort au Nevada pour un crime commis alors qu'il était âgé de seize ans. En novembre, la Cour suprême a annoncé qu'elle n'examinerait pas cet appel.

✓ Sean Sellers a été exécuté dans l'État d'Oklahoma pour des crimes qu'il avait commis à l'âge de seize ans.

La question du racisme dans l'application de la peine de mort suscitait toujours des inquiétudes.

✓ Au mois de juin, Brian Baldwin a été électrocuté en Alabama, en dépit des appels lancés par 26 membres du *Congressional Black Caucus* (groupe des élus noirs du Congrès), demandant un sursis en raison de la « *discrimination raciale qui a manifestement marqué le déroulement de cette affaire* ».

Les procès relatifs à des crimes punis de la peine de mort ne respectaient toujours pas les normes internationales. Huit personnes ont été libérées du couloir de la mort en 1999 après que leur innocence eut été prouvée, ce qui porte à 84 le nombre de prisonniers remis en liberté après avoir été condamnés à la peine capitale, depuis 1973.

✓ David Junior Brown a été exécuté en Caroline du Nord au mois de novembre, en dépit des questions extrêmement troublantes concernant sa culpabilité.

Des ressortissants étrangers inculpés de crimes passibles de la peine de mort se voyaient toujours refuser le droit de demander asile politique aux autorités consulaires de leur pays, en violation des normes internationales.

d'Arizona pour que Walter LaGrand bénéficie d'un sursis afin de permettre à la cij d'examiner le recours formé par le gouvernement allemand, cet homme a été exécuté dans la chambre à gaz le 3 mars. Les autorités allemandes ont décidé de poursuivre leur action contre les États-Unis devant la cij.

Brutalités policières

De nombreuses informations ont continué de faire état de brutalités policières : des policiers ont notamment fait un usage abusif d'aérosols de gaz poivre et de chiens policiers, et ont eu recours à des moyens de contrainte dangereux ayant entraîné des décès. La police a par ailleurs fait usage d'armes à feu dans des circonstances controversées. Des violations systématiques des droits humains ont été mises à jour dans plusieurs services de police. Plusieurs d'entre eux, notamment ceux de la ville de New York, feraient l'objet d'une enquête fédérale aux termes d'une loi de 1994 autorisant le ministère de la Justice à engager des poursuites judiciaires contre les services de police accusés de violations « *systématiques ou habituelles* ».

Des suspects non armés, dont de nombreux membres de minorités ethniques, ont été abattus par la police : certains ont été tués alors qu'ils fuyaient les lieux où avaient été commis de petits délits, ou au cours de banals contrôles routiers. La pratique qui consiste pour la police à établir un « *profil type* » du délinquant présumé à partir de critères raciaux suscitait également de nombreuses inquiétudes. Ainsi, des automobilistes appartenant à des minorités ethniques sont injustement pris pour cibles par des policiers qui les arrêtent et les fouillent. Une proposition de loi aux termes de laquelle le ministre de la Justice des États-Unis serait tenu d'établir des statistiques nationales sur l'origine raciale des conducteurs interpellés lors des contrôles routiers a été de nouveau présentée au Congrès, mais elle n'avait toujours pas été adoptée à la fin de l'année. Parallèlement certains États, à titre individuel, ont adopté des lois prohibant l'établissement d'un profil racial, et certains services de police ont mis en place leurs propres systèmes de surveillance. Plusieurs affaires concernant des personnes déséquilibrées ou des malades mentaux abattus dans des circonstances laissant à penser qu'ils auraient pu être maîtrisés à l'aide d'armes non meurtrières ont également suscité des inquiétudes.

Rares étaient les policiers poursuivis pour avoir infligé des mauvais traitements à des suspects ; néanmoins, des procès étaient en instance dans plusieurs affaires qui avaient fait grand bruit.

✓ Des policiers auraient maltraité des contestataires lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (État de Washington) en décembre. Selon certaines informations, la police a pulvérisé du gaz poivre et du gaz lacrymogène sur des manifestants non violents, des passants et des résidents qui ne lui opposaient aucune résistance. Elle aurait également fait usage d'une force excessive contre des personnes détenues dans la maison d'arrêt de King après leur arrestation. À la fin de l'année, ces allégations faisaient l'objet d'investigations menées par des groupes de défense des droits civils et un comité nommé par la mairie de Seattle.

✓ Une commission spéciale a mené une enquête à la fin de l'année sur des allégations selon lesquelles des agents du poste de police de Rampart, à Los Angeles, avaient frappé des suspects non armés et ouvert le feu sur eux, créé de fausses pièces à conviction et menti pour dissimuler leurs agissements ; plus d'une dizaine de policiers ont été révoqués ou mis à pied. Le scandale, qui avait éclaté à la suite du témoignage d'un policier arrêté pour d'autres motifs, a fait naître des craintes au sujet de l'efficacité des mécanismes de surveillance des services de police de Los Angeles, et ce, en dépit des réformes mises en œuvre ces dernières années.

✓ En avril, le ministère de la Justice a engagé une action en justice au niveau fédéral contre la police du New Jersey pour discrimination « *systématique ou habituelle* » présumée lors des contrôles routiers. Des actions similaires intentées par des groupes de défense des droits civils contre divers services de police à l'échelle locale ou étatique étaient en instance dans un certain nombre d'États, notamment ceux du Colorado, de l'Illinois, du Maryland, du Michigan, de l'Oklahoma et de Pennsylvanie.

✓ En octobre, le ministère de la Justice a engagé des poursuites judiciaires contre les services de police de

l'un de ses collègues avec un tournevis. Une première enquête menée par les services de police de la ville a conclu que l'usage d'armes à feu avait été conforme à la procédure établie, mais les policiers ont été critiqués pour avoir eu recours à une « *mauvaise tactique* ». En novembre, après la mort de Felix Valenzuela, un adolescent de seize ans abattu par un policier des services de Los Angeles alors qu'il était non armé, nu et qu'il perdait du sang, la police de la ville a mis en place une équipe spéciale chargée de réviser les procédures utilisées dans le cas de personnes déséquilibrées.

✓ En décembre, un agent des services de police de New York a été condamné à trente ans de réclusion pour avoir torturé un ressortissant haïtien, Abner Louima, en 1997. Le policier l'avait roué de coups de pied et de poing et lui avait enfoncé un manche en bois dans le rectum, provoquant de graves lésions de l'intestin grêle et de la vessie. Un second policier inculpé de participation à cette agression attendait son jugement à la fin de l'année. Deux autres policiers des mêmes services ont été inculpés de meurtre pour avoir abattu, en février, un immigré d'Afrique de l'Ouest, Amadou Diallo, qui n'était pas armé et se trouvait devant son domicile. Ils ont tiré sur lui à 41 reprises. Il semble qu'ils l'aient pris pour un suspect recherché.

En juin, le ministère de la Justice a organisé une conférence nationale sur les brutalités policières, à laquelle ont assisté des représentants de la société civile, de la police et des organisations de défense des droits civils. Cette réunion était l'une des initiatives gouvernementales visant à renforcer l'obligation pour la police de rendre des comptes, et à améliorer les relations entre les communautés raciales et les forces de l'ordre.

En septembre et octobre, Amnesty International a organisé des débats sur les brutalités policières à Los Angeles à Chicago et à Pittsburg et travaillé avec des organisations locales afin d'élaborer de nouvelles recommandations à la fin de l'année.

Mauvais traitements dans des établissements pénitentiaires

Des informations continuaient de faire état de mauvais traitements dans des établissements pénitentiaires notamment de violences physiques et sexuelles et d'utilisation abusive d'armes permettant d'envoyer des décharges électriques. Plusieurs détenus sont morts, certains après avoir été, semble-t-il, roués de coups par des gardiens. Nombre des violences signalées avaient été perpétrées dans les quartiers d'isolement des prisons de haute sécurité.

Les conditions carcérales des quartiers de « *très haute sécurité* » continuaient de susciter des inquiétudes. Un nombre croissant de détenus y étaient maintenus à l'isolement pendant des périodes prolongées dans des conditions de stimulation sensorielle réduite, enfermés dans des cellules exiguës et parfois dépourvues de fenêtres. En mars, un juge fédéral de district a statué que « *les privations extrêmes et les conditions d'enfermement répressives* » dans les quartiers d'isolement des prisons du Texas constituaient une violation de l'interdiction constitutionnelle d'infliger une peine cruelle et exceptionnelle. L'État a interjeté appel de ce jugement, qui passait en revue les conditions carcérales dans toute une série d'établissements du Texas. Cet appel était toujours en instance à la fin de l'année.

L'utilisation de dispositifs permettant d'envoyer des décharges électriques, tels que les ceintures neutralisantes télécommandées, les boucliers électrifiés, les pistolets incapacitants à fléchettes ou à aiguillons, constituait toujours un motif de préoccupation. Amnesty International a exhorté les organes responsables de l'application des lois et les autorités pénitentiaires à l'échelle locale, étatique et fédérale à interdire l'utilisation des ceintures neutralisantes et à suspendre celle de tous les autres dispositifs permettant d'envoyer des décharges électriques tant qu'une enquête rigoureuse et indépendante n'aura pas été menée sur l'utilisation et les effets de tels instruments.

✓ En janvier, dans l'affaire Ronnie Hawkins, une juridiction fédérale a rendu une injonction préliminaire interdisant l'utilisation de la ceinture neutralisante dans les salles d'audience du comté de Los Angeles. La cour fédérale a déclaré que l'« *effet alacant* » engendré par la crainte de subir la souffrance provoquée par une

- ✓ Le 15 avril, en Floride, la ceinture neutralisante que portait Jeffrey Weaver lors de son procès pour un crime puni de la peine capitale a été activée.
- ✓ En juillet, des enquêtes ont été ouvertes au niveau fédéral et étatique sur des allégations selon lesquelles les prisonniers étaient systématiquement roués de coups par les gardiens dans le quartier disciplinaire de la prison d'État de Floride. Également en juillet, l'un des détenus, Frank Valdez, a succombé à ses blessures, après avoir été sauvagement maltraité lors de son extraction de sa cellule ; il avait eu toutes les côtes brisées et des marques de bottes étaient visibles sur son corps. D'autres passages à tabac que les gardiens avaient tenté de dissimuler ont été mis au jour lorsque des détenus ont écrit à un journal pour révéler leur calvaire. Neuf gardiens ont été suspendus et, en novembre, l'un d'eux a été inculpé de violences graves en relation avec la mort de Frank Valdez. Les enquêtes étaient toujours en cours à la fin de l'année.
- ✓ De graves violations des droits humains, notamment des violences racistes et des cas d'utilisation abusive de dispositifs neutralisants, ont été signalées dans les prisons d'État de Red Onion et de Wallen Ridge, deux nouveaux établissements pénitentiaires de « *très haute sécurité* » situés en Virginie. Amnesty International a demandé l'interdiction immédiate des armes permettant d'envoyer des décharges électriques dans les prisons de Virginie. À Red Onion, selon certaines informations, des détenus, noirs pour la plupart, devaient communément alors qu'ils étaient enchaînés, porter une ceinture neutralisante et se voyaient infliger arbitrairement des décharges électriques ; en outre, les gardiens tiraient sur eux avec des balles en caoutchouc, dont l'impact est douloureux, et les abreuvaient d'insultes racistes. À Wallen Ridge, les détenus auraient notamment été battus électrocutés à l'aide de pistolets incapacitants à aiguillons alors qu'ils étaient entravés, accablés d'injures racistes et privés de sommeil et de soins médicaux.

Enfants placés en détention

Un projet de loi fédéral relatif au système judiciaire pour mineurs était à l'étude. Aux termes de celui-ci davantage d'enfants pourraient se retrouver incarcérés avec des adultes, en violation des normes internationales qui disposent qu'ils doivent être détenus séparément. Ce projet n'avait pas encore été présenté au Congrès à la fin de l'année. Des cas d'enfants maltraités en détention continuaient d'être signalés.

Réfugiés

Amnesty International était préoccupée par le traitement réservé aux demandeurs d'asile, dont beaucoup étaient incarcérés dès leur arrivée et maintenus en détention indéfiniment. Ils étaient fréquemment mêlés à des détenus de droit commun et subissaient des conditions de détention inhumaines, sans savoir quand ils seraient libérés ni même s'ils le seraient un jour.

Femmes en prison

De nombreuses informations ont fait état de mauvais traitements infligés à des détenues ; le nombre de femmes incarcérées dans des établissements pénitentiaires américains a triplé depuis 1989. Citons parmi les sévices signalés l'utilisation d'entraves sur des détenues malades ou enceintes et l'insuffisance des soins médicaux. Des atteintes sexuelles commises par des gardiens sur la personne de détenues ont continué d'être signalées dans plusieurs juridictions. Amnesty International a demandé que les détenues soient surveillées uniquement par un personnel pénitentiaire féminin, ce qui va dans le sens des normes internationales, mais à contre-courant des pratiques en vigueur aux États-Unis ; l'Organisation a en outre demandé que soient adoptées des mesures visant à protéger contre d'éventuelles représailles les détenues qui dénoncent des violences, et qu'il soit interdit de faire quotidiennement porter des chaînes aux femmes enceintes.

En mars, la rapporteuse spéciale des Nations unies chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, a consacré un rapport à la visite qu'elle avait effectuée aux États-Unis

pour femmes – tels que ceux de responsables des dortoirs et des fouilles à corps – soient réservés au personnel féminin.

✓ En avril, Amnesty International a publié un rapport sur une visite à la prison d'État pour femmes de Valley (Californie) effectuée en novembre 1998. L'Organisation a exposé en détail ses motifs de préoccupation concernant notamment les conditions éprouvantes du quartier de haute sécurité où des femmes, dont beaucoup souffraient de troubles mentaux, étaient soumises à un régime d'isolement cellulaire ; certaines n'avaient commis que des infractions relativement mineures. Les autorités californiennes ont par la suite informé Amnesty International qu'elles avaient renforcé les procédures d'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles dans les prisons de l'État. Toutefois, aucun changement n'a été apporté aux conditions de vie du quartier de haute sécurité. En septembre, selon certaines informations, plus de 40 membres du personnel pénitentiaire faisaient l'objet d'une enquête pour atteintes sexuelles dans plusieurs prisons pour femmes de Californie.

✓ En octobre, une enquête a été ouverte par l'État de Virginie sur des plaintes concernant les nombreux cas d'atteintes sexuelles perpétrées par des gardiens de la prison pour femmes connue sous le nom de *Fluvanna Correctional Center*. Des détenues s'étaient vu offrir des cadeaux par des gardiens en échange de relations sexuelles et d'autres avaient été violées. Des prisonnières ont affirmé que la plupart d'entre elles avaient peur de signaler les sévices dont elles étaient victimes par crainte de représailles.

Six États – le Massachusetts, le Montana, le Nebraska, la Virginie, la Virginie-Occidentale et l'État de Washington – ont adopté en 1999 des lois criminalisant tous les contacts sexuels entre membres du personnel pénitentiaire et détenues, ce qui porte à 43 le nombre des États dans lesquels une législation de ce type était en vigueur à la fin de l'année.

En juillet, l'État de l'Illinois a adopté une loi mettant fin à la pratique qui consiste à enchaîner les femmes enceintes détenues dans les prisons et les maisons d'arrêt des comtés pendant leur transport à l'hôpital, durant le travail et immédiatement après la naissance de l'enfant.

Autres préoccupations

Amnesty International a demandé la libération de Leonard Peltier, en raison des doutes qui subsistent depuis de longues années quant à l'équité de la procédure judiciaire au terme de laquelle il a été condamné. Ce dirigeant de l'*American Indian Movement* (AIM, Mouvement indien d'Amérique) avait été reconnu coupable en 1977 du meurtre de deux agents du *Federal Bureau of Investigation* (FBI, Bureau fédéral d'enquêtes) et condamné à deux peines de détention à perpétuité.

Au mois de septembre, le président Clinton a accordé sa grâce à 11 Portoricains partisans de l'indépendance et permis de ce fait leur libération conditionnelle. Ils purgeaient de longues peines pour des infractions à caractère politique.

Organisations intergouvernementales

En mai, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a conclu que la détention au secret de 17 Grenadins par les forces américaines, pendant une période comprise entre six et neuf jours, à la suite d'une intervention militaire des États-Unis à la Grenade en 1983, avait été contraire aux obligations contractées par le gouvernement américain aux termes de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme et constituait de ce fait une détention arbitraire. Le gouvernement américain avait été mis en cause devant la Commission en 1991 par les 17 anciens détenus, dont la plupart étaient des membres du gouvernement ou de l'armée de Grenade ultérieurement déclarés coupables du meurtre, en octobre 1983, de l'ancien Premier ministre de leur pays, Maurice Bishop.

Des délégués d'Amnesty International ont assisté aux débats sur les brutalités policières organisés à Los Angeles, à Chicago et à Pittsburgh aux mois de septembre et d'octobre.

Pour en savoir plus

États-Unis. « Je n'avais pas été condamnée à ça ». Violations des droits fondamentaux des femmes détenues (index AI : AMR 51/19/99).

États-Unis. Des préjugés qui tuent. La peine de mort et la question raciale (index AI : AMR 51/52/99).

États-Unis. Rapport d'Amnesty International sur une visite à la prison d'État pour femmes de Valley (Californie) (index AI : AMR 51/53/99).

États-Unis. La ceinture neutralisante : un moyen de contrôle d'une extrême cruauté (index AI : AMR 51/54/99)

États-Unis. Des exécutions sans pitié : la procédure d'examen des recours en grâce au Texas (index AI : AMR 51/85/99).

États-Unis. La détention des demandeurs d'asile (index AI : AMR 51/115/99).

États-Unis. Race, droits et brutalités policières (index AI : AMR 51/147/99).

États-Unis. Brutalités policières en Californie : mise à jour (index AI : AMR 51/150/99).

États-Unis. Aperçu des préoccupations d'Amnesty International au sujet des brutalités policières à Chicago (index AI : AMR 51/168/99).